



LIMOGES le 22 novembre 2017

Déclaration du Conseil Délibératif National de la FSU Territoriale

LES AGENTS PUBLICS NE SONT PAS LES PREMIERS DE CORVEE !!

La responsabilité des politiques libérales dans la dégradation de la situation sociale n'est plus à démontrer. Ces politiques libérales portées par le dogme budgétaire concentrent les richesses au profit de quelques-un.e.s et ne laissent que chômage, précarité, pauvreté et souffrance pour les autres.

Ainsi, notre pays compte aujourd'hui près de 6 millions de chômeurs, 7 millions de familles survivent avec les minimas sociaux, le taux de pauvreté s'élève à 23% chez les jeunes et 10 % chez les retraités, plus de 5 millions de personnes sont victimes du « mal-logement », les besoins sociaux sont de moins en moins assurés.

Les attaques contre les droits et les acquis sociaux, les services publics, participent de cette logique. Le gouvernement poursuit ainsi la libéralisation de l'économie et multiplie les cadeaux au patronat au nom de la compétitivité. Résultat : les salaires stagnent, le pouvoir d'achat, les droits sociaux et les services publics régressent, le chômage et la précarité augmentent alors que dans le même temps les dividendes distribués aux actionnaires explosent. Cette politique organise un partage toujours plus inégalitaire des richesses produites et leur confiscation au profit d'une minorité. La réforme fiscale avec la suppression de l'ISF en est un exemple criant, le scandale des « Paradise Papers » sur l'optimisation fiscale également. Ce n'est pas acceptable !

C'est aussi une attaque contre les services publics territoriaux. En menaçant, par exemple, les collectivités locales d'une possible baisse de leurs dotations de fonctionnement si elles ne réalisent pas les objectifs qui leur seront assignés, le gouvernement voudrait imposer aux élu.e.s locaux une « RGPP à la sauce territoriale », alors que la nécessité de plus de justice sociale passe par la mise en œuvre de réelles solidarités entre territoires et citoyens-

Il nous faut sortir du dogme libéral de la concurrence et de l'obsession de la réduction de la dépense publique, et au contraire partir des besoins de la population à satisfaire, imposer des alternatives passant par le partage des richesses et la lutte contre l'évasion fiscale.

Les déclarations et annonces gouvernementales effectuées lors de la conférence nationale des territoires de juillet 2017, réitérées par une lettre circulaire du 1^{er} ministre en date du 8 novembre 2017, confirment ce que nous craignons : la diète pour la Fonction Publique, ses services et ses agents sous-tendue par la même idéologie qui consiste à la fois en une politique d'austérité et des cadeaux fiscaux aux plus riches. Dans le même viseur que le secteur privé avec la loi travail, la Fonction Publique n'est pas épargnée et subit des attaques spécifiques :

- La suppression programmée de 120 000 emplois dont 70 000 dans la FPT
- Le gel de la valeur du point d'indice,
- Le report d'un an du calendrier PPCR
- Le rétablissement du jour de carence,
- L'augmentation de la CSG sans augmentation de pouvoir d'achat
- La décorrélation de la valeur du point d'indice entre les versants de la Fonction

Dans ce contexte le mouvement syndical dans son ensemble et dans l'unité la plus large porte une responsabilité particulière. Au-delà des clivages et des querelles de chapelles, il doit organiser la riposte à la hauteur des attaques que subissent les salarié.e.s du public et du privé.

La FSU-TERRITORIALE y prendra toute sa place

